

## A Doha, Mechaal rejette les conditions d'Israël pour un cessez-le-feu sur Gaza

DOHA, (AFP) - Le chef en exil du Hamas, Khaled Mechaal, a affirmé vendredi à Doha le rejet de son mouvement des conditions d'Israël pour un cessez-le-feu, le Qatar proposant de son côté aux Arabes de reconsidérer leurs liens avec Israël et la Syrie leur rupture.



Khaled Meshaal à Doha le 16 janvier 2009 (© AFP - Karim Sahib)

"Malgré toutes les destructions à Gaza, nous n'accepterons pas les conditions d'Israël en vue d'un cessez-le-feu car la résistance à Gaza n'a pas été vaincue", a déclaré M. Mechaal à l'ouverture d'une réunion sur Gaza.

Il a de nouveau énuméré les exigences du Hamas -- qui contrôle la bande de Gaza -- en réclamant "l'arrêt de l'agression (...), le retrait (israélien) de Gaza, la levée du blocus et l'ouverture de tous les points de passages notamment celui de Rafah" à la frontière égyptienne.

M. Mechaal, basé à Damas, a en outre appelé les pays arabes et musulmans à "geler" les relations avec l'Etat hébreu.

Outre M. Mechaal, d'autres chefs de l'opposition radicale palestinienne basée à Damas, dont Ramadan Challah du Jihad islamique, étaient présents à la réunion.

Le président syrien, Bachar al-Assad, dont le pays est avec l'Iran, le principal soutien du Hamas, a lui appelé les pays arabes ayant des relations avec Israël à "fermer les ambassades d'Israël et à rompre tout contact direct ou indirect avec l'Etat hébreu".

L'Egypte et la Jordanie sont les seuls pays arabes à avoir signé un traité de paix avec Israël et elles accueillent des ambassades israéliennes. La Mauritanie est également liée par des relations diplomatiques avec l'Etat hébreu et le Qatar abrite un bureau commercial israélien.

Tout en appelant à "la réactivation du boycott" arabe d'Israël, il a rappelé que son pays avait, peu après le déclenchement de l'offensive israélienne, décidé, "après des consultations de la Turquie, de suspendre sine die les négociations indirectes avec Israël", engagées par l'intermédiaire d'Ankara.

Le président Assad a en outre affirmé que l'initiative de paix arabe lancée en 2002 était morte.

"Elle a été tuée par Israël et on doit la considérer comme morte".

D'inspiration saoudienne, ce plan de paix prévoit une normalisation des relations entre les pays arabes et Israël en échange du retrait israélien des territoires arabes occupés depuis juin 1967, la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem-est pour capitale et un règlement "équitable et agréé" de la question des réfugiés palestiniens.

Israël avait relevé des "aspects positifs" dans cette initiative mais ne l'a pas formellement acceptée, principalement en raison de la mention faite au droit au retour des réfugiés palestiniens.

Seule une douzaine des 22 membres de la Ligue arabe participent à la réunion baptisée "Sommet extraordinaire de Gaza". La rencontre est boudée par les deux poids lourds du monde arabe, l'Arabie saoudite et l'Egypte, ainsi que le président palestinien, Mahmoud Abbas.

Dans son intervention, l'émir du Qatar, cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani, a proposé aux pays arabes de reconsidérer leurs relations avec Israël et de créer un Fonds de reconstruction auquel Doha verserait 250 millions de dollars.

Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, le président sénégalais Abdoulaye Wade, président en exercice de l'Organisation de la conférence islamique (OCI, 57 pays), ainsi que des représentants du Venezuela, de l'Indonésie et de la Turquie étaient présents à Doha.

Des écrans géants, installés dans la salle de réunion, faisaient défiler des images sanglantes de victimes de l'offensive dévastatrice de l'armée israélienne dans la bande de Gaza, qui a fait plus de 1.100 tués et plus de 5.000 blessés parmi les Palestiniens en trois semaines.

Les gouvernements arabes sont partagés entre un courant radical, partisan du Hamas, et un camp allié aux Etats-Unis, qui se méfie de ce mouvement islamiste et soutient le Fatah.